

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-ferrand

Clermont-ferrand, le 10/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GOODYEAR DUNLOP TIRES FRANCE

ZAC de Pasquis
BP 3246
03106 Montluçon

Références : 20240410-RAP-63-0407-Insp_OCP2024_GOODYEAR_Montluçon.odt
Code AIOT : 0005600074

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2024 dans l'établissement GOODYEAR DUNLOP TIRES FRANCE implanté ZAC de Pasquis 03100 Montluçon. L'inspection a été annoncée le 20/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été faite dans le cadre d'une opération régionale (OCP2024) visant à effectuer dans certaines installations soumises à autorisation ou enregistrement des contrôles sur l'autosurveillance des rejets aqueux et la transmission des résultats dans GIDAF.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GOODYEAR DUNLOP TIRES FRANCE
- ZAC de Pasquis 03100 Montluçon
- Code AIOT : 0005600074
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GOODYEAR FRANCE est l'entité qui, par rachat/fusion dans les années 90, a succédé à la société DUNLOP FRANCE.

Actuellement le site de Montluçon est spécialisé dans la fabrication de pneumatiques pour les motocyclettes.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| 1 | Schéma des réseaux | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II | Sans objet |
| 2 | Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49 | Sans objet |
| 3 | Points de prélèvement aménagés | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50 | Sans objet |
| 4 | Respect des périodicités minimales de surveillance | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60 | Sans objet |
| 5 | Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV | Sans objet |
| 6 | Transmission GIDAF | Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1 | Sans objet |
| 7 | Débit de rejet | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60 | Sans objet |
| 8 | Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II | Sans objet |
| 9 | Contrôle de recalage | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III | Sans objet |
| 10 | Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société GOODYEAR FRANCE respecte les prescriptions de son arrêté et les résultats de son autosurveillance sont conformes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II |
| Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Conforme: plan à jour, daté du 24/03/2014 Actuellement le réseau est unitaire et ne permet pas la séparation et le traitement des seules eaux résiduaires.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets |
| Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation. |
| Constats : Le point de rejet est opérationnel et entretenu, les eaux rejetées ne présentent aucune coloration ni substances. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Points de prélèvement aménagés

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés |
| Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. |
| Constats : Le point de prélèvement est correctement équipé et en bon état, il est aisément accessible. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance |
| Prescription contrôlée : [...] Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. [...] |
| Constats : La périodicité des contrôles d'autosurveillance est respectée. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Respect des VLEActions correctives en cas de dépassement

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV |
| Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLEActions correctives en cas de dépassement |
| Prescription contrôlée : Article 21-II « Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. » Article 58-IV « Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. » |
| Constats : Conforme pour l'ensemble des paramètres analysés |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Transmission GIDAF

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF |
| Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet. |
| Constats : L'exploitant transmet mensuellement les résultats d'autosurveillance. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : Débit de rejet

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet |
| Prescription contrôlée : La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m ³ . Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie. |
| Constats : Le point de rejet est équipé pour mesurer en continu le débit de rejet. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 8 : Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II |
| Thème(s) : Risques chroniques, Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs |
| Prescription contrôlée : Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. |
| Constats : Les prélèvements sont effectués par le BDQE, laboratoire accrédité COFRAC. Les analyses par EUROFINS, qui est un laboratoire agréé. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 9 : Contrôle de recalage

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III |
| Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage |
| Prescription contrôlée : S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation. L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément. |

Constats :

Les mesures d'autosurveillance des rejets sont effectuées, pour les prélèvements, par un organisme (BDQE) dont l'accréditation COFRAC est en cours de validité et pour les analyses, par un laboratoire agréé (EUROFINS).

Le contrôle de recalage n'est pas requis.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Prescription contrôlée :

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

Constats :

L'exploitant a réalisé les 3 campagnes de mesures sur les PFAS en octobre, novembre et décembre 2023 et il a saisi les résultats sous GIDAF.

Les résultats ne montrent pas d'impact significatif.

Type de suites proposées : Sans suite